

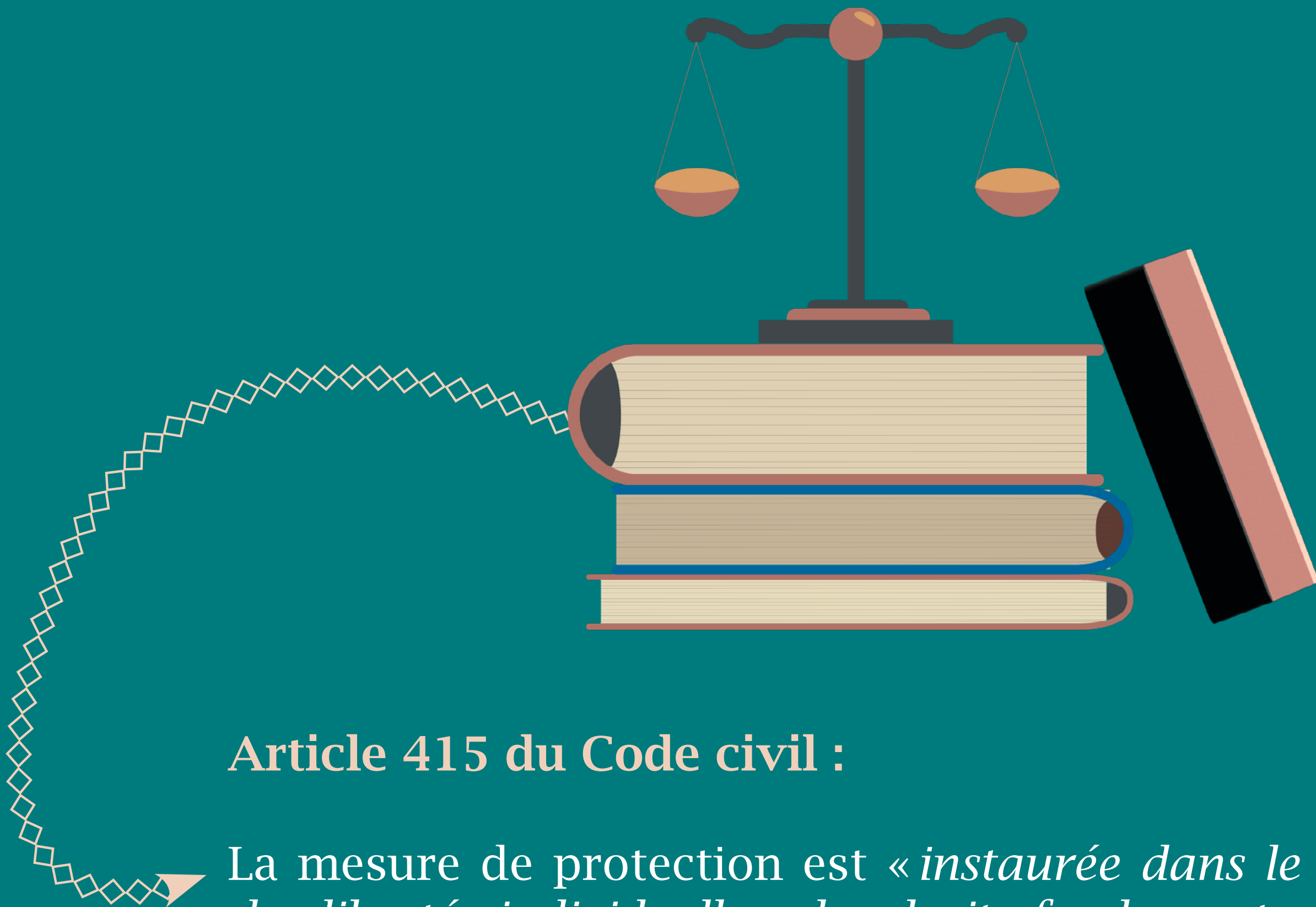
Zoom sur :

5 libertés et droits fondamentaux des personnes protégées



Comme tout citoyen, les personnes protégées ont des droits visant à préserver leur autonomie.

Découvrons ensemble certains de ces droits essentiels qui garantissent leur inclusion dans la société.



Article 415 du Code civil :

La mesure de protection est « *instaurée dans le respect des libertés individuelles, des droits fondamentaux et de la dignité de la personne.*

Elle a pour finalité l'intérêt de la personne protégée. Elle favorise, dans la mesure du possible, l'autonomie de celle-ci».

Le droit à l'autodétermination

Le droit à l'autodétermination fait référence à la capacité d'une personne à faire des choix et à prendre des décisions concernant sa propre vie (affaires personnelles, santé...).

Quelle que soit sa mesure de protection, la personne protégée prend seule les décisions relatives à sa personne dans la mesure où son état le permet.

Lorsqu'elle n'est pas en état de prendre seule une décision, le juge peut prononcer une mesure d'assistance ou de représentation relative à la personne.

Dans ce cas, le protecteur prend en considération les préférences et les choix passés de la personne protégée. Il n'intervient que dans les cas définis par la loi.



Le droit à l'information

Pendant toute la durée de la mesure de protection, la personne protégée reçoit de la part du protecteur familial ou professionnel une information claire, compréhensible et adaptée concernant sa situation personnelle, les actes envisagés, leur utilité, leur degré d'urgence, leurs effets et les conséquences d'un refus de sa part.

Ce droit à l'information ne se substitue pas à celui des professionnels de droit commun qui interviennent auprès des personnes protégées.



Le droit à l'accès aux soins

La personne protégée dispose d'un accès à des soins adaptés à son état de santé. Les professionnels du secteur sanitaire informent le majeur protégé sur son état de santé d'une manière adaptée à sa capacité de compréhension.

Selon l'étendue de la mesure de protection relative à la personne, le protecteur familial ou professionnel est également informé.

Dès lors que la personne protégée est apte à exprimer sa volonté, elle prend seule les décisions relatives à sa santé.

Le protecteur n'intervient que dans un cadre strictement encadré par l'article L. 1111-4 du Code de la santé publique.

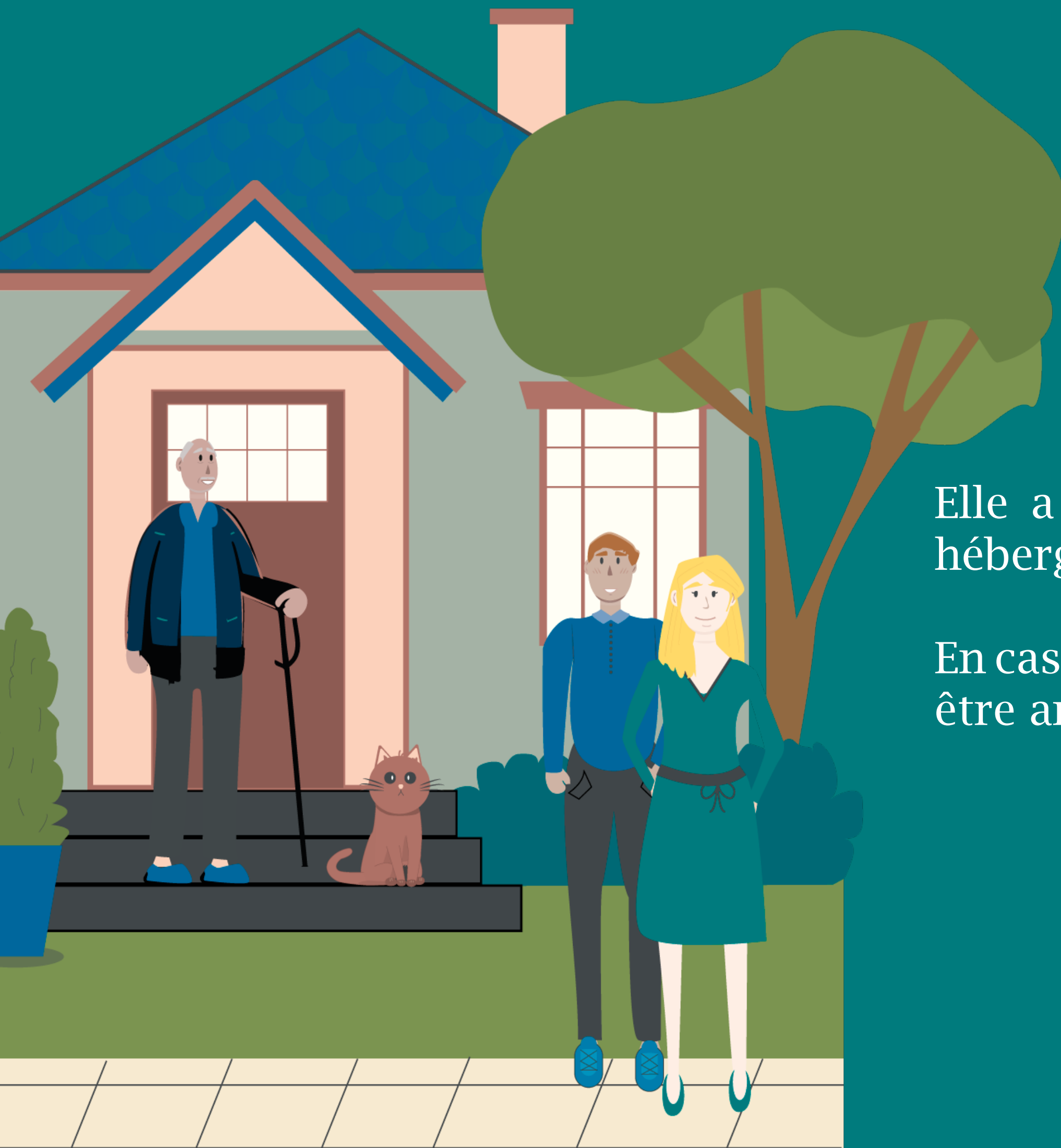


Liberté des relations personnelles

La personne protégée entretient librement des relations personnelles avec ses connaissances, ses amis et sa famille.

Elle a le droit d'être visitée et hébergée par ces derniers.

En cas de difficultés, le juge peut être amené à statuer.

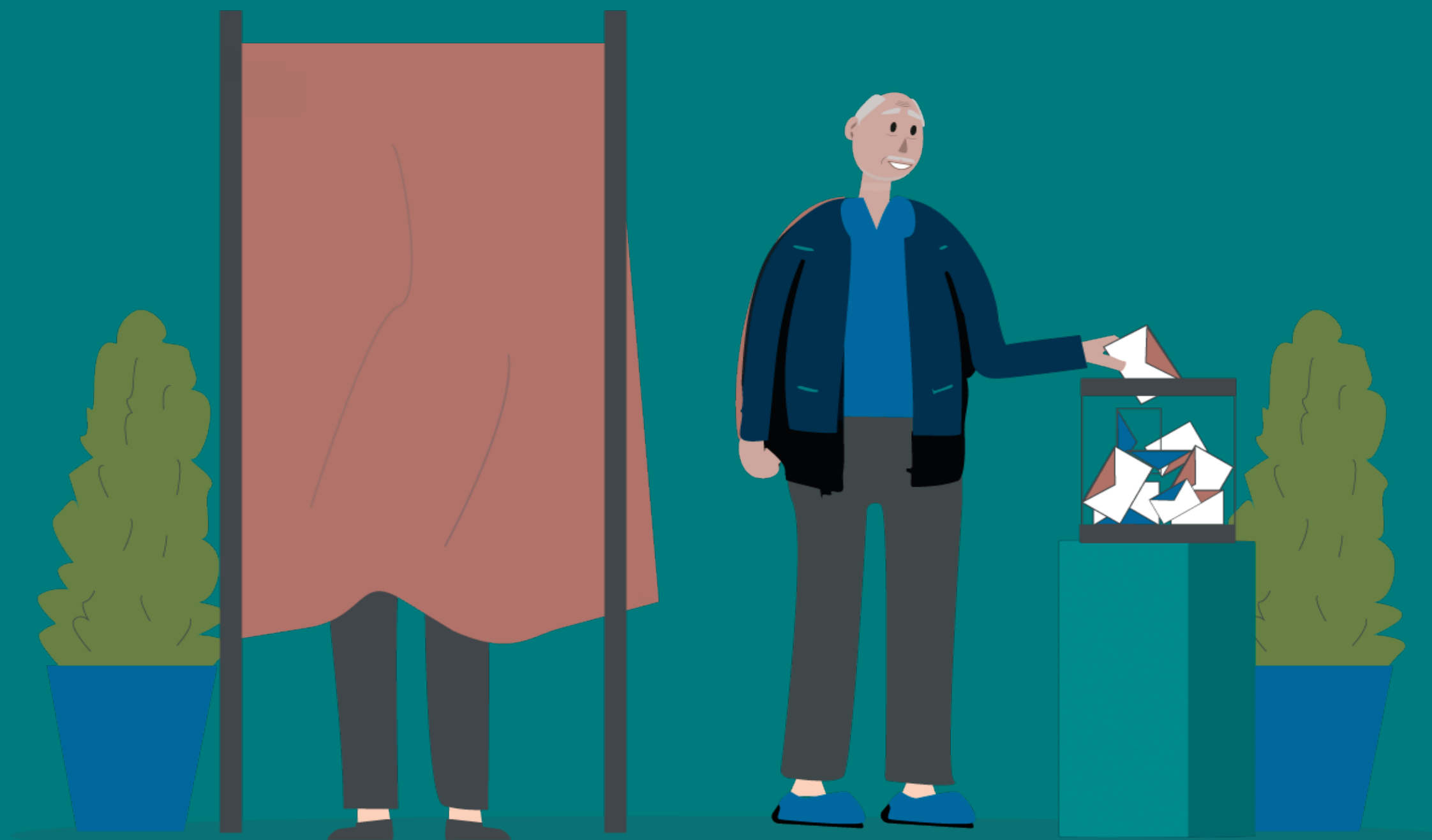


Le droit de vote

Toutes les personnes protégées disposent de leur capacité électorale.

Elles exercent personnellement leur droit de vote.

Pour ce faire, elles doivent être inscrites sur les listes électorales de leur commune.



Pour les acteurs publics et privés, respecter les droits fondamentaux des personnes protégées, c'est :

1

Etre en conformité avec le droit de la protection juridique des majeurs tant pour les supports internes que ceux mis à disposition du public.

2

Sensibiliser ses professionnels à la protection juridique des majeurs pour mieux comprendre les droits des personnes protégées ainsi que les obligations et les limites d'intervention des protecteurs familiaux et professionnels.

3

Proposer des solutions inclusives et solidaires pour les personnes protégées et leurs familles.

Vous souhaitez nous confier un projet? Contactez-nous :



Téléphone : 06.27.84.67.17

Mail : pp.inclusive@gmail.com

[Formulaire de contact](#)